

### EDITO

## PAS DE PROFIT SUR LA PANDÉMIE !

L'année 2020 n'aura ressemblé en rien avec ce que nous avons vécu par le passé. Tourner vite la page, retrouver la vie normale, la vie d'avant, tels sont les vœux et expressions exprimés par bon nombre de citoyens.

L'avenir proche semble malheureusement s'annoncer encore plus difficile, nous ne sommes pas sortis des griffes de cette pandémie. **Plus que jamais, les valeurs de solidarité et de fraternité s'imposent pour nous permettre de dépasser le refus de la fatalité, d'espérer un monde plus juste, solidaire et durable.**

C'est précisément cette confiance que nos dirigeants n'ont pas su capter et qui fait qu'aujourd'hui l'adhésion du peuple n'est pas au rendez-vous. Pourtant, en période de crise aussi aigue, il faudrait une véritable cohésion nationale pour rendre efficaces toutes les initiatives pour endiguer cette diable de Covid 19.

Mais comment faire confiance au gouvernement qui a multiplié les erreurs et mensonges ? **Pas de concertation, démocratie bafouée, mépris du rôle des parlementaires, mise en place d'un conseil de sécurité composé d'un noyau très restreint de décideurs qui s'est octroyé le droit de nous imposer des règles de vie.**

Les *mea-culpa* du Président du début de la pandémie sont bien lointains. Impossible de masquer que

les politiques de réduction des coûts, de réduction des lits à l'hôpital ont fortement et essentiellement pesé dans la manière de gérer la crise. **Il fallait à tout prix éviter l'asphyxie des hôpitaux.** Après une gestion chaotique des masques, la découverte et l'arrivée des vaccins posent les questions de quantité disponible, de logistique, de mise en œuvre et d'adhésion. Sanofi, laboratoire français en capacité de produire a cassé son outil industriel avec la complicité des gouvernements tant en terme d'emploi que d'investissement dans la recherche. Pas étonnant donc de ne pas avoir un vaccin français.

Encore et toujours, les enjeux financiers sont au cœur du problème. **Le PCF lance une grande campagne de pétition pour que le vaccin soit accessible à tous et toutes sans enrichir les grandes firmes pharmaceutiques. La campagne est une collaboration unique entre plus de dix partis de gauche de toute l'Europe. Pas de profit sur la pandémie !** Courage, détermination, pas de résignation. Ce sont les vœux que nous pouvons nous souhaiter et retrouver très vite le contact et ce lien entre nous qui nous fait cruellement défaut. ■

Pétition: [www.noprofitonpandemic.eu](http://www.noprofitonpandemic.eu)

Dominique LAVIGNE



## FRANCIS GONZALEZ CONDAMNÉ PAR LA JUSTICE

A l'issue du second tour de scrutin des élections municipales organisé le 28 juin 2020, des irrégularités sur le déroulement des élections ont été constatées. La tribunal administratif de Pau a prononcé l'annulation des élections et a condamné Francis Gonzalez à verser une somme de 1200€. Ce dernier a fait appel de ce jugement auprès du Conseil d'Etat.

Le tribunal a considéré que **le référencement payant du site internet** de la liste de F. Gonzalez s'apparentait à un procédé de publicité commerciale, interdit par l'article L. 52-1 du code électoral. Il a également relevé que **l'utilisation dans la campagne de vidéos et de photos de propriétés de personnes morales** (telles que la Communauté d'Agglomération Pays Basque, l'Office 64 de l'habitat, l'établissement public foncier local du pays Basque et la commune de Boucau) est un avantage interdit par l'article 52-8 du code électoral. Enfin, le tribunal a estimé que la **configuration des isolements** dans trois des cinq bureaux de vote ne garantissait pas le respect du secret du vote.

L'ensemble de ces irrégularités sont de nature à altérer la sincérité du scrutin. **Pour Dominique Lavigne, cette décision de justice doit être respectée : « les boucalais ne méritent pas la triche. Au contraire en cette période si troublée, il y a besoin de sincérité, de respect et d'apaisement ».** ■

# Dossier : le logement à Boucau



## LE VIVRE ENSEMBLE À BOUCAU

Le PLH (Plan Local de l'Habitat) décidé au niveau de la Communauté d'Agglomération Pays Basque vient d'être présenté et validé par la majorité en place lors du dernier Conseil Municipal à Boucau. Les élus de la Minorité se sont abstenus car il y apparaît une notion très réductrice du « vivre ensemble » en gérant le nombre de logements sociaux par quartier et non pas par ensemble immobilier.

Il faut rappeler que 80% des foyers des Pyrénées Atlantiques peuvent prétendre à un logement social tant les ressources des ménages sont basses. Le logement n'est pas qu'un bien immobilier, c'est un lieu où l'on habite, où l'on fabrique la ville, l'urbain, le vivre ensemble. Voilà pourquoi l'on ne pourra pas bâtir, massivement des logements sans construire un consensus avec les citoyens et les élus autour de cet intérêt commun.

On ne peut pas faire un logement comme si l'on fabriquait n'importe quel bien matériel. Un logement, ce n'est pas une voiture. Cela touche au quotidien des habitants. On voit la tristesse des gens quand on démolit leurs logements, y compris dans des quartiers réputés très difficiles. **Le logement, c'est toute la vie, toute l'histoire, la culture d'une personne, d'un quartier et d'un pays.**

« Habiter », c'est une notion à la fois intime, et en même temps, qui relie chacun à son territoire et à la fabrication de la ville, de l'urbain, du vivre ensemble. Voilà pourquoi on ne construira pas massivement sans l'assentiment du plus grand nombre. Il n'y aura pas de constructions sans une prise de conscience des citoyens et des élus, autour du logement, il n'y aura pas de constructions massives sans la construction d'un consensus autour de l'idée que le logement est un bien commun, un droit à chacun de vivre dans un habitat digne.

**L'urbanisme et la construction de la ville doivent donc faire l'objet d'une concertation large**, avec la mise en place d'une ingénierie et des moyens pour développer, avec les élus, des lieux d'échanges sur le sujet. Des consultations existent déjà, notamment les enquêtes publiques imposées lors de l'élaboration du Plan local d'urbanisme, mais elles nous semblent insuffisantes. **Dans le quartier de bas Boucau cette notion de séparation des logements sociaux du reste des autres se dessine avec les programmes Biremont 150 logements sociaux et place Sémard avec 82 logements privés. Comment peut-on accepter cela ?** Ce n'est pas de la mixité sociale mais de la régression du « Vivre Ensemble ». ■

Jean DUBOURDIEU

## LA LÈBE : UN PROJET IRRÉALISABLE ?



Ce projet sous forme de ZAC (zone d'aménagement concertée), porté par l'ancienne municipalité, devait couvrir une surface de 14 hectares entre le haut du cimetière et la rue Glize, dont un tiers aurait été construit et le reste restant en espaces verts dans lequel un terrain de sport était réservé pour la commune.

Des études très concertées avaient été réalisées pour le compte de la Mairie sur le domaine de la gestion des eaux et des circulations douces et autres. Un projet d'implantation des divers programmes immobiliers avait fait l'objet d'une étude sociologique très fine avec des cabinets extérieurs. L'évolution des implantations immobilières comprenant 70 % de logements sociaux devait s'échelonner sur environ 10 ans au rythme de 100 logements par an. Cela aurait permis de répondre à l'impératif du PLH (Plan local de l'habitat) sans défigurer le reste de Boucau comme le futur projet Biremont. Après de nombreuses réunions du comité de pilotage dont faisait partie Monsieur Gonzalez

alors dans l'opposition, **la totalité du projet a été validé à l'unanimité**

En 2014, dès l'installation du nouveau Conseil Municipal, Monsieur Gonzalez Maire annonce qu'il renonce à ce projet car impossible à réaliser, les coûts d'acquisition des terrains d'un propriétaire étant exorbitants (60 euros le mètre carré au lieu de 15 euros proposés par la Mairie). Aucune tentative de négociation de la part de cette municipalité sur ce prix pour permettre la réalisation de ce projet.

Mais voilà que fin d'année 2020 ce projet ressurgit avec une maîtrise d'ouvrage portée par l'Agglomération Pays Basque qui achète les-dits terrains au prix de 15 euros le mètre carré. **SURPRISE !!!!!** cela devient réalisable

Mais hélas il n'y a plus de projet global sur les 14 hectares et cette zone risque de devenir une anarchie architecturale. Mais nous aurons le temps d'en reparler. Merci Monsieur Gonzalez. ■

D.J

## INQUIÉTUDES DES BOUCALAIS SUR LES TRANSPORTS

L'aménagement des lignes 1 et 2 trambus, ainsi que l'embellissement des villes au passage ne masqueraient-ils pas une politique des transports à deux vitesses?

Cette question, bon nombre de Boucalaises et Boucalais se la posent. Concrètement, un habitant du quartier de la Gargale, usager de la ligne 42 va mettre autant de temps pour relier le centre ville de Bayonne en bus que de se déplacer en voiture jusqu'à Peyrehorade.

Si on ajoute à cela le manque d'équipements corrects des abribus : l'utilisation du transport en commun devient problématique.

En parallèle, la ligne 2 qui chemine par notre commune reliant Tarnos à Bayonne est dotée d'infrastructures remarquables dans la continuité de ce qui se fait de mieux sur nos villes voisines.



Peut-on espérer, après ces dépenses somptuaires sur cet axe principal, que le réseau de maillage des quartiers soit lui aussi doté des équipements et du cadencement correspondant aux besoins des usagers ?

Questions que nous posons à nos représentants boucalais au syndicat des mobilités de la CAPB ? ■

Dominique LAVIGNE

### LE CHIFFRE DU JOUR DE L'ÉTINCELLE

# 3

C'est le nombre de jours qu'a duré la collecte alimentaire menée par les militantes et militants communistes boucalais au profit du Secours Populaire.



La section du PCF Boucau a organisé dans le cadre de l'opération « Père Noël Vert » du 17 au 19 décembre à l'entrée d'Intermarché et de Leader Price. Cette action de solidarité vient en aide aux bénévoles du SPF, en cette période de fin d'année et dans ce contexte si particulier, pour répondre aux besoins des plus démunis.

Les communistes remercient l'ensemble des donateurs pour leur très grande générosité.



## VIE DE QUARTIER

Dans la vie, faut pas s'en faire chantait Maurice Chevalier.... Plus loin c'est le droit à une vraie citoyenneté qui est en cause.

Cette chanson devait être reprise en cœur par les habitants des rues Georges Lassalle, Barthassot ou Petit Nanot. Associés aux habitants du Petit Nanot ils exigent qu'une vraie concertation ait lieu: la remise en place de la barrière pompier rue Barthassot, un projet de circulation construit avec les habitants de la rue Georges Lasalle, un plan de désenclavement pour le Petit Nanot.

Pourtant la colère fait place à l'enchantement annoncé par la Municipalité. Les travaux s'enchainent avec des informations contradictoires. Et même des situations graves voir dramatiques.

Toutes les demandes de concertations ne font l'objet que de sourires ou de réponses à la Ponce Pilate. Une lettre ouverte sera déposée à l'attention de Monsieur Le Maire.

Les habitants sont prêts à débattre.

La démocratie Participative, rien de plus juste pour laisser la parole et le droit de décision à ceux qui vivent sur place. Bien sûr les communistes et leurs élus soutiennent cette démarche. Affaire à suivre.....■

La sécurité des adultes mais surtout des plus jeunes et des aînés est en jeu.

Franck SAUBAUX



## MÉLENCHON NOUS ÉCRIT ... MAIS PAS QUE !

Dans un courrier adressé à Fabien Roussel, Jean-Luc nous rappelle qu'il a été notre candidat lors des deux dernières Présidentielles. « **Nous aurions des erreurs à nous reprocher mutuellement ajoute t-il** ».

Oh dit donc ! le ramponneau... : en avril 2017 nous faisons la campagne Mélenchon, en juin deux mois plus tard lors des législatives, La France Insoumise opposait ses candidats à des sortants communistes dont André Chassaigne. Contre aussi Fabien Roussel candidat à la succession du communiste Alain Bocquet dont le combat contre Évasion fiscale et Paradis fiscaux était emblématique à l'Assemblée et reconnu comme tel. Ouahouh ! Ça a choqué. Certes l'essentiel est ailleurs.

Pour en revenir à Jean-Luc, il retient, la quasi identité de position de nos deux groupes à l'assemblée. Sa proposition est que nous repartions ensemble en 2022 avec une répartition des candidatures aux législatives. **Le PCF a décidé de se positionner le 8 mai 2021.**

Pour l'heure les communistes autour de Frédéric Boccard économiste, membre du CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) continuent à assembler les éléments susceptibles d'ouvrir un avenir à la jeunesse, avec des transformations profondes vu la situation. Il reste à toute la gauche de ne pas asséner au pays une variante de type " bis repetita 2017 ". ■

Jean-Claude MORLAAS

## Conseil de lecture



Eux publient *Un programme unitaire pour le climat*. Comment on peut sauver le climat si on s'y prend aujourd'hui, éditions du croquant, 2020, 140p, 10€.

Il s'agit de Alain Pagano, maître de conférences et Jacques Baudrier, adjoint (PCF) de Paris.

Ceci avec pour moyen et but « celui de fédérer les Gauches autour d'une écologie sociale immédiatement applicable ». Leurs propositions se structurent autour de l'agriculture, le bâtiment et la mobilité qui selon eux couvrent près de 80% des émissions de CO2 sur quoi ils pensent qu'il y a urgence à se retrouver. Et d'asséner un péremptoire « Nous n'avons pas 10 ans pour mettre en œuvre la transition ».

## La 5G : émancipation ou aliénation ?



Le débat autour de la 5G tourne bien vite et régulièrement à la caricature : d'un côté, la 5G est présentée comme une révolution technologique qu'il ne faudrait pas manquer et de l'autre, elle représenterait un danger réel pour la santé, les libertés et la planète. Cette polarisation masque la question essentielle qui est de savoir si on prend cette technologie telle que nous la vendent les grands groupes capitalistes ou si, par des politiques publiques, on recherche à s'appropriier socialement et culturellement cette technologie ?

**La 5G, comme toutes les évolutions technologiques, porte en elle l'émancipation comme l'aliénation.** Il serait donc souhaitable de partir des besoins et non de l'outil.

Aujourd'hui en France, il n'y a plus de filière intégrée autour du numérique et des télécoms. **Les opérateurs privés sont en compétition pour réaliser le plus de profits.** L'outil industriel a été largement démantelé. Les politiques nationales d'aménagement du territoire ont été remplacées par le marché, avec pour conséquences, entre autre, la fracture numérique que nous connaissons. Le débat devrait se situer à ce niveau, comment inverser la logique ? Les élus avec les citoyens et l'expertise des salariés de la filière, peuvent fixer les orientations dans le cadre d'une structure avec un opérateur nationalisé portant un cahier des charges précis sur l'aménagement du territoire, l'écologie, l'égalité d'accès aux services numériques.

La 5G, c'est la 5ème génération de réseau mobile.

**3 évolutions par rapport à la 4G** : rapidité de connexion, temps de réponse 10 fois supérieur et peut supporter beaucoup plus d'appareils connectés (1 million à km<sup>2</sup>).

**Est-elle dangereuse ?** C'est la question que tout le monde se pose mais à laquelle il est encore impossible d'apporter une réponse claire. L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) a été chargée par le gouvernement de conduire une expertise sur l'exposition de la population aux champs électromagnétiques de cette technologie et aux éventuels effets sanitaires associés. Mais, elle ne rendra pas ses conclusions et ses recommandations avant le printemps 2021, donc après la commercialisation de la 5G.

**Sans les moyens publics de la mise en œuvre, le principe de précaution restera lettre morte et l'on pourra attendre longtemps une analyse pertinente et objective sur les effets de la 5G sur la santé des personnes.**

Nous conditionnons donc le développement de la 5G à une maîtrise publique. La 5G à marche forcée est inacceptable. Mais aurons-nous la possibilité de s'exprimer sur le sujet ? **Il semble bien que le débat démocratique nous soit confisqué. Certaines communes dans la CAPB ont imposé le débat, d'autres sans réaction voient fleurir des antennes nouvelles...** ■

Dominique LAVIGNE